



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Arrêté n° 76-2023-0283 du 27 mars 2023

portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté de la Ministre de la Culture du 3 juillet 2017 fixant la liste des éléments constitutifs des offres des opérateurs pour la réalisation de fouilles archéologiques préventives ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R76-2023-03-03-00024 du 3 mars 2023 portant délégation de signature à M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté modificatif n° R76-2023-03-21-00003 du 21 mars 2023 de M. Michel ROUSSEL, Directeur régional des affaires culturelles de la région Occitanie, portant subdélégation de signature aux agents de la Direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et ordonnancement secondaire) ;

Vu la demande anticipée de prescription d'archéologie préventive présentée par la DREAL pour le projet « RN 124 – section de Gimont à L'Isle-Jourdain, phase 2 » reçue en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 18 février 2022 ;

Vu le rapport de diagnostic réalisé par l'INRAP – Direction interrégionale Midi-Méditerranée remis au préfet de région le 13 mars 2023 ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest en date du 14 mars 2023 ;

Considérant que les travaux envisagés sont de nature à porter atteinte à des éléments du patrimoine archéologique : le diagnostic a permis d'identifier, sur la commune de Giscaro, une vingtaine de structures pouvant être attribuées à un site moderne ;

Considérant que les travaux précités doivent être précédés d'une étude des vestiges par une fouille archéologique.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de fouille archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « RN 124 – section de Gimont à L'Isle-Jourdain, phase 2 », sis en :

RÉGION : OCCITANIE

• DÉPARTEMENT : GERS

COMMUNE : GISCARO

Lieu-dit ou adresse : Lieux-dits A Landrigue / Le Ratou

Cadastre : Année : 2023, Préfixe : 000, Section : ZB, Parcelle : 17p

Réalisé par : DREAL

L'emprise soumise à la fouille, d'une superficie de 7 000 m² environ, est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 2 - La fouille prescrite à l'article 1 sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté (annexe 2), sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur désigné au même article.

Sa réalisation peut être confiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou à un opérateur titulaire de l'habilitation ou de l'agrément prévus par les articles R. 522-14 et R. 522-8 du code du patrimoine. Cette habilitation ou cet agrément devra couvrir la (les) période(s) suivante(s) (et) le(s) domaine(s) suivant(s) : période moderne.

L'aménageur transmettra pour avis au préfet de région les offres recevables proposées par les opérateurs dans les conditions fixées par l'article R. 523-43-1 du code du patrimoine et par l'arrêté du 3 juillet 2017 susvisé.

L'aménageur conclura avec l'opérateur retenu un contrat comportant le projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mises en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité.

Article 3 - La fouille peut être entreprise après que l'aménageur a sollicité et obtenu l'autorisation prévue par l'article R. 523-46 du code du patrimoine.

À cet effet, l'aménageur produit un dossier comprenant le contrat, daté et signé, mentionné à l'article 2, le justificatif de l'agrément de l'opérateur et, le cas échéant, la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R. 523-45 du code du patrimoine.


Article 4 - Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la DREAL.

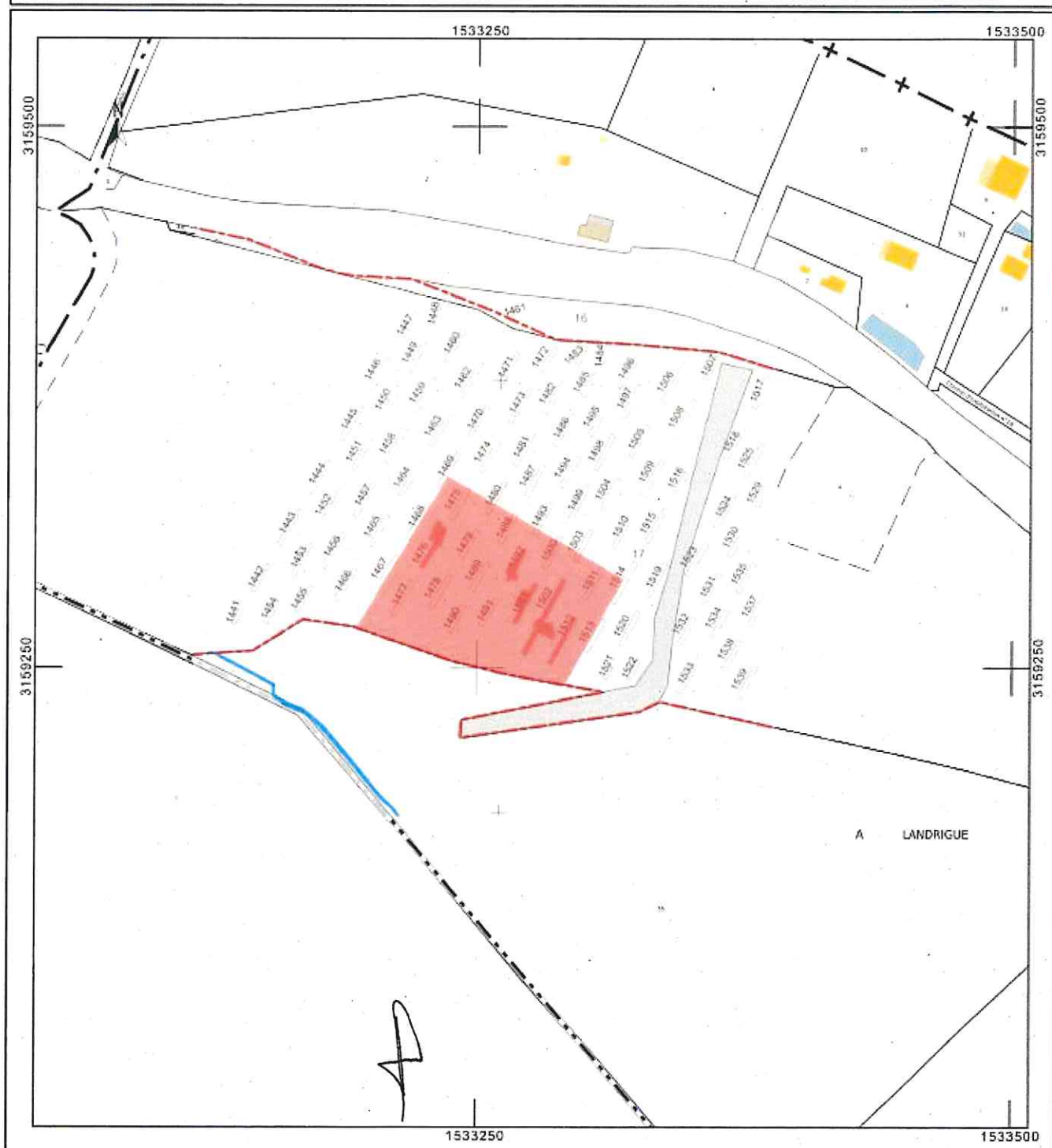
Fait à Toulouse, le 27 mars 2023

Pour le Préfet de Région,
et par délégation, Pour le Directeur régional des affaires culturelles,
et par subdélégation
Le Conservateur régional de l'archéologie adjoint



Léopold MAUREL

<p>Département : GERS</p> <p>Commune : GISCARO</p>	<p>DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES</p> <p>-----</p> <p>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</p> <p>-----</p>	<p>Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : PTGC AUCH 14, RUE LECONTE DE LISLE 32010 32010 AUCH CEDEX tél. 05 62 61 51 39 - fax 05 62 61 51 55 cdif.auch@dgfip.finances.gouv.fr</p>
<p>Section : ZB Feuille : 000 ZB 01</p> <p>Échelle d'origine : 1/2000 Échelle d'édition : 1/2500</p> <p>Date d'édition : 26/03/2023 (fuseau horaire de Paris)</p> <p>Coordonnées en projection : RGF93CC44 ©2022 Direction Générale des Finances Publiques</p>	<p> Emprise de la fouille d'archéologie préventive</p>	<p>Cet extrait de plan vous est délivré par :</p> <p>cadastre.gouv.fr</p>



**ANNEXE 2 À L'ARRÊTÉ N° 76-2023-0283 DU 27 MARS 2023 PORTANT PRESCRIPTION D'UNE FOUILLE
ARCHÉOLOGIQUE PRÉVENTIVE**

CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE

**GISCARO (GERS)
RN 124 – SECTION DE GIMONT À L'ISLE-JOURDAIN – PHASE 2**

Dénomination de l'opération : RN 124 – section de Gimont à L'Isle-Jourdain – Phase 2

Région : Occitanie

Département : Gers

Commune : Giscaro

Lieu-dit ou adresse : Lieux-dits A Landrigue / Le Ratou

Références cadastrales : Section : ZB, Parcelle : 17p

Projet : Mise en 2 × 2 voies de la RN 124 – section de Gimont à L'Isle-Jourdain – Phase 2

Arrêté de prescription de fouille archéologique préventive : n° 76-2023-0283 du 27 mars 2023

Surface soumise à prescription : environ 7 000 m²

En application de l'article 2 de l'arrêté n° 76-2023-0283 du 27 mars 2023, l'opération d'archéologie préventive sera réalisée conformément au présent cahier des charges.

1. DONNÉES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

1.1. Le projet d'aménagement

Le projet de mise en 2 × 2 voies de la RN124 entre Gimont et L'Isle-Jourdain (Gers) est porté par la DREAL, site de Toulouse. L'emprise soumise au diagnostic, d'une surface totale de 1 612 336 m², a été scindée en deux phases : la présente prescription concerne la deuxième phase du diagnostic, portant sur 650 175 m² et mise en œuvre sur des parcelles situées sur les communes de Gimont, Giscaro, Monferran-Savès et l'Isle-Jourdain. Cette phase 2 a elle-même été subdivisée en deux parties en raison de contraintes environnementales : la première a été réalisée en juin/juillet 2022, la seconde a pu être menée en fin d'année 2022.

Le présent cahier des charges est fondé sur les résultats de cette évaluation archéologique dirigée par Claude Cantournet (Inrap), dont les résultats sont exposés dans le rapport intitulé *Occitanie, Gers, Gimont, Giscaro, Monferran-Savès, l'Isle-Jourdain – RN124 – Section de Gimont à L'Isle-Jourdain – Tranche 2*, remis au Service régional de l'archéologie le 13 mars 2023.

1.2. Contexte archéologique général

L'emprise concernée par la présente prescription, actuellement située au lieu-dit cadastral À Landrigue, est localisé sur la carte IGN à peu de distance de la « Source de Landrigue » et dans le secteur dénommé « Le Ratou ». Sur le cadastre dit napoléonien, ce même secteur porte le nom de « L'Endrigue », de même que deux bâtiments situés au nord du « chemin public de Gimont », dont la RN124 reprend apparemment et approximativement le tracé. La carte de l'état-major du XIX^e siècle n'attribue plus ce nom de « Landrigue » qu'aux bâtiments. La carte de Cassini indique déjà la présence d'une habitation portant ce nom. Géographiquement plus près des vestiges mis au jour dans le cadre du diagnostic, un toponyme Mouniche / La Mouniche, également associé à la présence d'un bâtiment, perdue lui aussi au fil du temps, mais ne paraît pas avoir été aussi mobile que le précédent. Plusieurs puits et sources sont signalés sur la carte IGN dans cette zone, située immédiatement au nord du ruisseau de la Passade, dont le bassin d'expansion matérialisé sur la carte d'état-major semble avoir frôlé les vestiges de l'occupation révélée dans le cadre du diagnostic. Aucune mention de découvertes anciennes n'est à noter dans ce secteur.

1.3. Résultats du diagnostic

C'est dans le cadre de la première partie de la phase 2 du diagnostic (dénommée « tranche 2, phase 1 » par l'Inrap) que des éléments témoignant de la présence d'un site moderne ont été mis au jour sur la commune de Giscaro. Ils consistent en 20 structures, dont la majorité sont des silos ou des fosses. Une structure pourrait être interprétée comme une cave ou un bâtiment semi-enterré. Un épandage de mobilier borde le sud de l'emprise prescrite : dans l'un des deux sondages où il a été mis au jour, ce ne sont pas moins de 223 tessons qui ont été mis au jour. Également présents en moindre quantité dans les diverses structures en creux, ils appartiennent essentiellement à la typologie des céramiques de Cox-Lomagne. Aux pâtes claires peintes sous glaçure (assiettes, écuelles à oreilles ou jattes, cruchettes, réchauds) et rouges recouvertes d'engobe et glaçure verdâtre métalléscente internes (assiettes plus massives, marmites à anses), s'ajoutent des couvercles et cruches en pâte rouge fine sans revêtement.

1.4. Orientation bibliographique

LASSURE J.-M., *Potiers et poteries du groupe de Cox*, publié à compte d'auteur, 2022.

CANTOURNET C., *Occitanie, Gers, Gimont, Giscaro, Monferran-Savès, l'Isle-Jourdain – RN124 – Section de Gimont à L'Isle-Jourdain – Tranche 2*, rapport de diagnostic, INRAP, février 2023.

2. OBJECTIFS SCIENTIFIQUES

Cette opération archéologique vise à étudier les vestiges conservés et à tenter d'établir, pour la période moderne, quel lien unit les différentes structures en creux (silos et fosse) entre elles et à déterminer la nature de l'épandage de mobilier mis au jour au sud de l'emprise. Elle se déroulera en trois étapes : une étude documentaire, une phase archéologique de terrain, divisée en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles, puis une phase d'étude de la documentation archéologique réunie. L'exploitation de ces données aboutira à la rédaction du rapport.

L'occupation rurale de l'époque moderne relève de problématiques spécifiques, mais ne semble que relativement peu documentée sur le plan régional. Au-delà de la simple étude de structures archéologiques, l'opportunité nous est offerte d'opérer une analyse du contexte environnemental notamment.

En outre, les analyses micromorphologiques et carpologiques permettront de préciser les activités exercées à partir des comblements des structures mises au jour. L'ensemble des données paléoenvironnementales, associées aux données de fouilles, deviennent un élément fondamental d'analyse dans la compréhension des transformations spatiales de l'espace géographique anthropisé.

L'étude documentaire doit permettre de faire le point sur la documentation disponible, publiée ou non, relative au site au sens large du terme, en recherchant notamment les mentions d'une éventuelle occupation moderne dont témoigne la présence d'un espace de stockage (silos) et d'une cave ou d'un bâtiment semi-enterré.

La fouille aura pour principal objectif d'établir et de préciser la ou les fonctions du site, de comprendre l'organisation des structures archéologiques, leur évolution, en établissant une chronologie d'occupation, puis d'établir des corrélations éventuelles avec les contextes topographiques et géomorphologiques, le tout dans une perspective évolutive. Ainsi, les problématiques scientifiques relatives s'articulent autour de trois axes :

1/ les enjeux d'étude des structures en creux (silos et fosses, voire trous de poteaux) : l'appréhension des structures passe par la mise en évidence de la typo-morphologie des creusements des faits, des modes de comblement, la détermination chronologique, la présence ou non d'organisation des structures entre elles, enfin des études des macro-restes issus des prélèvements réalisés. À ce titre, la fouille doit mettre en place en amont une véritable stratégie de prélèvement, susceptible d'évolutions sur le terrain, afin de prendre en considération au mieux les contextes sédimentaires, chronologiques et topographiques ;

2/ les enjeux de caractérisation du « bâti » : la nature et la fonction de la structure interprétée comme une cave ou un bâtiment semi-enterré pourra être à nouveau questionnée au regard des éléments qui seront mis au jour lors de la fouille. La présence d'une éventuelle superstructure sera à documenter, ainsi que le lien avec les silos et les fosses ;

3/ les enjeux de détermination de la nature de l'épandage situé en partie sud du site. L'étude des mobiliers, notamment celle des céramiques du groupe de Cox-Lomagne découvertes en quantité non négligeable, aidera par ailleurs à caractériser l'occupation de ce site rural.

La synthèse des données devra être mise en perspective avec nos connaissances actuelles des occupations rurales modernes.

De manière opérationnelle, l'opération archéologique consistera en une intervention sous forme de fouille des vestiges mis au jour dans le cadre du diagnostic et à l'issue du décapage. Elle permettra d'éclairer la lecture et la compréhension globales de l'occupation moderne découverte.

3. PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

3.1. Principes généraux

Les opérations d'archéologie préventive sont exécutées sous le contrôle scientifique et technique du préfet de région (DRAC – Service régional de l'archéologie). L'aménageur et l'opérateur de l'intervention archéologique sont tenus de faire connaître aux services intéressés les dates de début et de fin des fouilles, au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération, conformément à l'article R 523-60 du Code du patrimoine.

Dans le cadre de l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur pourra prendre connaissance de la bibliographie et des rapports des opérations archéologiques, consultables à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie, Service régional de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993.

Le/la responsable scientifique de l'opération assurera une présence effective sur le terrain pour la durée totale de l'opération. Il/elle établira un compte-rendu hebdomadaire qu'il adressera au Service régional de l'archéologie. Il/elle tiendra régulièrement informé le Conservateur régional de l'archéologie de ses travaux et découvertes. Il/elle lui signalera immédiatement toute découverte importante de caractère mobilier ou immobilier et les mesures nécessaires à la conduite de la fouille, au prélèvement, au stockage et à la conservation provisoire de ces vestiges devront être prises en accord avec lui. Il lui assurera, ainsi qu'à ses collaborateurs, le plein accès au terrain, afin qu'ils puissent mener à bien leur mission de suivi et de contrôle. L'opération fera l'objet d'échanges réguliers entre l'opérateur, le Service régional de l'archéologie et éventuellement l'aménageur, pour faire le point sur l'état d'avancement de la fouille, en relation avec l'utilisation des moyens prévisionnels. L'aménageur, l'opérateur et le responsable scientifique de l'opération assureront, chacun pour ce qui le concerne, la mise en œuvre effective des observations et des instructions du représentant de l'État.

L'opération devra être réalisée conformément aux normes de sécurité en vigueur, définies par le Livre II, Titre III du Code du Travail.

L'utilisation systématique d'un détecteur de métaux lors de la fouille est requise dans le cadre de cette opération. L'opérateur retenu pour la réaliser sollicitera l'autorisation afférente auprès du Service régional de l'archéologie.

Pendant la durée de l'opération, les vestiges mobiliers et immobiliers mis au jour sont placés sous la responsabilité de l'opérateur. Celui-ci doit, à ce titre, en assurer la protection par toute méthode qui sera jugée adaptée, notamment à travers la clôture et le gardiennage du terrain.

Pour tout projet de communication ou de médiation culturelle relative à la présente opération archéologique, l'opérateur demandera l'accord préalable et commun du Conservateur régional de l'archéologie et du maître d'ouvrage. Ces actions de communication pourront être refusées ou ajournées si elles sont susceptibles de mettre en péril les vestiges archéologiques ou de notablement impacter la stratégie et le déroulement de la fouille.

L'opération archéologique porte sur une emprise, délimitée dans le document annexé au présent cahier des charges, d'une superficie estimée à 7 000 m². Elle concernera les niveaux conservés jusqu'au substrat et ceux constitutifs des structures creusées dans celui-ci ; il se situe pour toute l'emprise de fouille entre 0,3 et 0,5 m de profondeur en moyenne par rapport au niveau de sol actuel.

L'opération archéologique se déroulera en trois étapes : une étude documentaire, une phase archéologique de terrain divisée en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles, puis une phase d'étude de la documentation archéologique réunie. L'exploitation de ces données aboutira à la rédaction du rapport.

3.2. La préparation de l'opération

Le/la responsable scientifique de l'opération disposera, préalablement à l'intervention sur le terrain, d'une phase de préparation qui lui permettra de prendre connaissance des données topographiques, géomorphologiques et archéologiques relatives au site. Cette documentation préalable lui permettra de se familiariser avec l'état des connaissances sur le site et de préciser la problématique de l'étude archéologique.

3.3. L'intervention de terrain : tranche ferme

L'étude documentaire débutera en amont de la phase de terrain de façon à orienter celle-ci. Ce bilan documentaire comprendra :

- étude bibliographique : récolement des études déjà réalisées, anciennes et récentes ;
- étude des archives : sources imprimées et sources manuscrites (Archives nationales, départementales et municipales ; fonds anciens des bibliothèques) ;
- étude iconographique : cadastre, vues anciennes, dessins, etc.

La partie concernant **l'intervention sédimentaire** consistera en une fouille sédimentaire de la totalité des vestiges mis au jour dans l'emprise définie sur le plan annexé.

Le décapage sera réalisé de manière extensive sur la totalité de l'emprise définie afin d'obtenir une vision globale de celle-ci. Sous la surveillance et le contrôle du responsable scientifique de l'opération, il sera mené jusqu'au sommet des niveaux, structures, concentrations de mobilier et anomalies topographiques conservés. À l'issue du décapage, un premier plan sommaire sera dressé. La fouille se concentrera ensuite sur les secteurs où des vestiges auront été mis au jour. En dehors de ceux-ci, le décapage sera poursuivi jusqu'à atteindre le substrat. Un géomorphologue devra être associé dès cette phase de l'opération de décapage.

L'utilisation rationnelle du détecteur à métaux est requise dès cette étape – les couches supérieures pouvant contenir une partie des informations pertinentes – et durant toute la durée de l'opération. Les éléments mis au jour feront l'objet d'un géoréférencement systématique afin d'obtenir une cartographie des découvertes, en vue de proposer une identification des espaces.

La fouille manuelle consistera, dans le prolongement du travail déjà effectué au cours du décapage, à nettoyer l'ensemble des structures archéologiques mises au jour afin d'en assurer un premier repérage et de cibler les secteurs susceptibles de livrer le plus d'informations. La fouille sera adaptée au type de vestiges et de niveaux rencontrés. La mécanisation de l'opération est laissée à l'appréciation de l'opérateur.

Les silos et fosses seront *a minima* fouillés par moitié et relevés en coupe. La fouille de la seconde moitié se fera en fonction de la complexité et de l'intérêt de leur comblement, dans lequel des prélèvements seront également effectués. Si des fossés sont mis en évidence au décapage, des transects d'1 m seront réalisés mécaniquement tous les 10 m ; en fonction de la complexité et de l'intérêt de leur comblement, l'intégralité de ces linéaires fera l'objet d'une fouille dont la mécanisation sera laissée à l'appréciation du/de la responsable scientifique de l'opération, en concertation avec le Service régional de l'archéologie. Des prélèvements seront également effectués s'ils s'avèrent pertinents.

L'enregistrement des données sera conduit de manière à assurer la tenue des objectifs scientifiques, selon les méthodes et techniques en usage dans la profession et en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des règles de sécurité.

Durant l'opération de terrain, des clichés photographiques verticaux seront réalisés régulièrement à l'aide d'une perche ou d'un drone.

L'ensemble des niveaux et structures archéologiques mis au jour fera l'objet d'un enregistrement

systématique en trois dimensions : fiches, relevés en plan et en coupe, photographies, etc.

Un plan complet des affouillements et des vestiges – rattaché au nivellement général de la France et au réseau géodésique français – sera effectué. Le levé topographique général sera mis en œuvre dans une perspective de restitution spatiale des données collectées. Des relevés seront réalisés en tant que de besoin et mis en regard des informations collectées par l'intervention archéologique. Le choix des méthodes de relevés en plan et en coupe, à l'initiative du responsable scientifique de l'opération, sera adapté à l'avancement de l'intervention, dans le respect du temps dévolu à celle-ci.

Le mobilier mis au jour sera systématiquement prélevé par contexte. Sur le terrain, il fera l'objet d'un premier conditionnement et d'un pré-inventaire destiné à en assurer le suivi entre ses différents lieux de stockage.

L'intervention des spécialistes les plus appropriés dès la phase de terrain si nécessaire, laissée à l'appréciation du responsable scientifique de l'opération en concertation avec le Service régional de l'archéologie Occitanie, nécessitera une enveloppe de jours prévue dans le projet d'intervention de l'opérateur.

Selon leur pertinence et en fonction des problématiques affinées au cours de la fouille, des prélèvements pourront être effectués en vue de datation et de caractérisation physico-chimique, après concertation avec le Service régional de l'archéologie. :

- prélèvements pouvant servir à la réalisation de datations (radiocarbone notamment) ;
- prélèvements sédimentaires en cas de découverte de niveaux justifiant la réalisation d'analyses carpologiques, anthracologiques, palynologiques ou autres (couches particulièrement organiques, foyers, etc.) ;
- prélèvements afin de compléter les analyses des structures rencontrées, mais également dans le but de documenter le contexte environnemental du site.

Ces éventuels prélèvements porteront sur des échantillons bien calés dans la chronologie relative. Même s'ils ne servent pas directement lors de l'étude, ils pourront être effectués dans un but conservatoire.

En cas de modification du programme de travaux, la prescription de fouille sera modifiée en conséquence ou fera l'objet d'une prescription complémentaire.

3.4. L'intervention de terrain : tranches conditionnelles

Compte tenu de la relative incertitude qui pèse sur la nature des structures archéologiques conservées, leur répartition spatiale et les conditions de stratification, et afin d'adapter au mieux les moyens scientifiques et techniques à la réalité des découvertes qui seront effectuées, trois tranches conditionnelles devront être provisionnées par l'opérateur. Leur engagement ne pourra être réalisé que sur décision du Conservateur régional de l'archéologie, après concertation avec l'opérateur et l'aménageur.

- Tranche conditionnelle 1 : provisionnée par l'opérateur dans l'éventualité où seraient découverts des vestiges dont la densité ou la complexité justifieraient la mise en œuvre de moyens renforcés ou de protocoles particuliers de fouille, elle devra prévoir les moyens nécessaires à la fouille et à l'exploitation, lors de la phase d'étude, des données collectées sur le terrain. Cette tranche conditionnelle s'entendra en termes de renfort de l'équipe présente sur site.

- Tranche conditionnelle 2 : provisionnée par l'opérateur en cas de découverte d'un souterrain-refuge ou d'un puits, elle devra prévoir les moyens nécessaires à sa fouille et à l'exploitation, lors de la phase d'étude, des données collectées sur le terrain. Le cas échéant, la mise en place d'une plateforme technique certifiée du point de vue sécurité devra être envisagée pour permettre l'étude de cette structure et de son contenu dans de bonnes conditions. Une fois la fouille de la structure achevée, et après accord préalable de l'aménageur, il sera procédé à son rebouchage rapide, car la structure est possiblement fragilisée par le vide ainsi recréé. Les modalités de rebouchage devront également être établies en concertation avec l'aménageur.

La mise en œuvre de ces tranches conditionnelles sera indiquée par écrit à l'aménageur par le Conservateur régional de l'archéologie après, si nécessaire, avis de la Commission Territoriale de la Recherche Archéologique (CTRA). Les modalités pratiques de mise en œuvre des tranches conditionnelles de l'opération devront être précisées dans le contrat passé entre l'aménageur et l'opérateur.

3.5. La phase d'étude

La phase de post-fouille consistera à réunir, analyser, étudier, comparer et mettre en forme les données issues de l'opération de terrain. L'étude portera sur l'identification et l'organisation des vestiges par phases chronologiques, dans la perspective d'appréhender les transformations fonctionnelles du site et ses occupations. Elle s'appuiera avant tout sur l'analyse de la stratification, l'étude des vestiges et de leur répartition spatiale. Le rapport devra comprendre tous les documents (plans phasés, de répartition, relevés stratigraphiques, etc.) permettant d'appuyer le discours.

L'étude documentaire, débutée en amont de la phase de terrain, se poursuivra durant la phase post-fouille. Elle rassemblera l'ensemble de la documentation relative au site et à son contexte et celle permettant de mettre en perspective les résultats de l'opération par rapport à l'occupation historique du secteur.

L'inventaire général des vestiges (US, Faits, Ensembles, etc.) comportera tous les éléments descriptifs recueillis, ainsi que la datation proposée pour chacun d'eux et la phase chronologique à laquelle il est proposé de les rattacher ; les prélèvements seront signalés, ainsi que leur état (traité ou rejeté). Les vestiges archéologiques seront ensuite décrits en fonction du phasage chronologique, établi à partir de l'analyse de la stratigraphie et des différents mobiliers. La démonstration sera illustrée par des plans géoréférencés sur fond cadastral et par des relevés de détail (coupes, élévations, plans), dont l'emplacement sera précisément reporté sur les plans généraux. Ils seront présentés à une échelle lisible.

Lors de la phase d'étude, le mobilier sera intégralement nettoyé. La totalité du mobilier mis au jour sera trié et indexé selon les normes en vigueur au Service régional de l'archéologie Occitanie. L'inventaire général répertoriera la totalité du mobilier mis au jour.

Les études de mobilier (céramique, métal, monnaies, verre, petit mobilier, faune...), pour lesquelles tout mouvement sera signalé au Service régional de l'archéologie, devront être confiées à des spécialistes des périodes concernées, possédant une bonne connaissance des contextes chrono-culturels régionaux. D'une manière générale, ces études concourront à l'établissement de la chronologie et à la caractérisation du site (nature de l'occupation, définition des espaces, etc.). Elles seront intégrées, au moins sous forme synthétique, à l'étude des phases d'occupation. L'intervention des spécialistes les plus appropriés, laissée à l'appréciation du responsable scientifique de l'opération en concertation avec le Service régional de l'archéologie, nécessitera une enveloppe de jours prévue dans le projet d'intervention de l'opérateur.

En raison du caractère conféré au mobilier archéologique par la réglementation en vigueur, durant la période d'étude, toutes les mesures devront être prises pour en préserver l'intégrité par des méthodes de stabilisation ou de restauration adaptées. Le projet d'intervention de l'opérateur devra donc prévoir les moyens pour conduire les travaux de conservation préventive et de mise en état pour étude des vestiges fragiles (notamment les vestiges organiques et métalliques : traitement d'urgence, consolidation...). Le cas échéant, des radiographies du mobilier métallique pourront être effectuées afin de préciser les interventions possibles. Les noms et qualifications des différents spécialistes avec lesquels une collaboration est envisagée seront mentionnés. En fonction des restes effectivement présents et des problématiques précisées au cours de la fouille, le protocole de l'ensemble de la chaîne opératoire de traitement devra être communiqué au Service régional de l'archéologie pour validation, en concertation avec l'opérateur.

Des tests carpologiques et anthracologiques seront réalisés sur les prélèvements réalisés au cours de l'opération de terrain. En fonction de leurs résultats, et après concertation avec le Service régional de l'archéologie, des analyses pourront être menées pour compléter l'information paléoenvironnementale. Pour ces études, il sera fait appel à des chercheurs spécialisés.

Le projet d'intervention de l'opérateur devra prévoir une provision pour analyse afin de permettre la réalisation de datations et de toute autre analyse dont la nécessité pourrait apparaître en cours d'opération. Les thématiques de ces analyses seront adaptées en fonction des restes effectivement présents et des problématiques précisées au cours de la fouille.

Pour toutes les études, sauf exception, le traitement dans chaque étape de travail se fera d'abord par contexte de découverte (US, Fait, Ensemble, etc.). Elles seront accompagnées de tableaux et de dessins établis selon les normes en vigueur. D'une manière générale, elles concourront à l'établissement de la chronologie et à la caractérisation du site (nature de l'occupation, définition des espaces, etc.). Les résultats de ces études seront intégrés au rapport final d'opération. Le rendu des études conditionnera celui du rapport final d'opération.

La synthèse récapitulera les principaux résultats de l'opération, qui feront l'objet de comparaisons régionales, appuyées sur une bibliographie actualisée. Le rapport final d'opération comportera l'inventaire précis des enregistrements stratigraphiques, du mobilier, des prélèvements et de la documentation.

4. DONNÉES TECHNIQUES ET MOYENS NÉCESSAIRES

4.1. Compétences scientifiques et qualifications requises

L'opérateur devra être agréé pour la période moderne.

Le/la responsable scientifique de l'opération aura un profil d'archéologue spécialiste de la période moderne, notamment en contexte rural.

Le/la responsable scientifique de l'opération informera de manière régulière, à raison d'une fois par semaine et par téléphone ou courrier électronique, le Conservateur régional de l'archéologie et l'agent en charge du dossier de l'état d'avancement de l'opération et de la mise en œuvre des moyens nécessaires à sa réalisation. En cas de découverte d'intérêt majeur, il/elle en informera immédiatement le Conservateur régional de l'archéologie et prendra les mesures conservatoires qui s'imposent.

Durant la phase d'étude qui suivra la fouille, le/la responsable scientifique continuera d'informer de manière régulière le Conservateur régional de l'archéologie et l'agent en charge du dossier de l'état d'avancement du travail.

4.2. Durée prévisible de l'intervention

La durée du décapage initial et les moyens alloués à ce dernier sont laissés à l'appréciation de l'opérateur, qui détaillera les modalités proposées dans son projet d'intervention.

Compte tenu des objectifs assignés à la fouille, la durée de l'opération sur le terrain, en dehors de la phase de décapage initial, ne pourra pas être inférieure à 20 jours ouvrés pour ce qui concerne la tranche ferme de l'opération.

La phase de post-fouille sera d'une durée minimale de 30 jours ouvrés pour le responsable d'opération en tranche ferme. Elle devra intégrer des moyens adaptés pour l'étude des céramiques modernes, celle de Cox-Lomagne notamment.

La tranche conditionnelle 1 prendra la forme d'un renfort de l'équipe déjà présente avec un maximum de 25 % de moyens humains engagés pour la tranche ferme en phase terrain et en phase étude.

La tranche conditionnelle 2 est laissée à l'appréciation de l'opérateur, qui détaillera les modalités proposées dans son projet d'intervention, en intégrant des moyens adaptés pour la phase opérationnelle comme pour la phase d'étude.

Dans le cadre de la procédure d'analyse préalable des offres, prévue à l'article L. 523-9 du code du patrimoine, les projets d'intervention des opérateurs devront se conformer à l'architecture générale du présent cahier des charges scientifique.

4.3. Composition indicative de l'équipe

Pour ce qui concerne le décapage, les moyens alloués à ce dernier sont laissés à l'appréciation de l'opérateur, qui détaillera les modalités proposées dans son projet d'intervention.

La fouille, hors décapage, sera réalisée par une équipe composée d'au moins 4 personnes (responsable scientifique de l'opération et techniciens/techniciennes de fouilles). Ils seront assistés des spécialistes nécessaires. Un/une topographe interviendra de manière régulière afin que l'équipe dispose d'un plan à jour pour orienter la stratégie de fouille.

L'équipe chargée de la phase post-fouille sera composée du/de la responsable de l'opération, des techniciens/techniciennes et spécialistes intervenant sur les différentes études et d'un/une spécialiste PAO/DAO.

La composition et les qualifications de l'équipe de spécialistes seront exposées dans le projet d'intervention de l'opérateur. Des laboratoires seront également sollicités, en particulier pour la réalisation d'analyses ou de datations.

5. CONTENU ET DÉLAI PRÉVISIONNEL DE REMISE DU RAPPORT DE FOUILLE

À l'issue de ce travail, le responsable scientifique et son équipe remettront un rapport final qui rendra compte de la totalité des résultats de l'opération.

Le rapport d'opération et l'ensemble de la documentation seront rédigés en français. Le rapport d'opération sera élaboré conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques. Il sera remis en huit exemplaires, dont un non broché. Le rapport final sera également transmis en version numérique, tout comme la notice scientifique.

L'ensemble de la documentation constituée au cours de l'opération ainsi que la totalité du mobilier collecté seront également versés au service régional de l'archéologie et indexés selon les prescriptions de l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques.

En outre, lors de la remise du rapport d'opération, une documentation numérique constituée des fichiers d'inventaires et des plans sera communiquée sous formats natifs au Service régional de l'archéologie (de type « xls » pour les inventaires, « shape » ou « dwg » pour les plans topographiques).

Le rapport d'opération, le mobilier ainsi que l'ensemble de la documentation seront remis au service régional de l'archéologie au plus tard 24 mois après l'achèvement de la phase terrain.

